

Pièce jointe n°62

**L’avis du propriétaire, lorsqu’il n’est pas le pétitionnaire, sur
l’état dans lequel devra être remis le site**

11° du I. de l’article D. 181-15-2 du code de l’environnement

Les terrains ont actuellement deux propriétaires :

- la société MAKALU (SAS) pour la partie d’ores et déjà autorisée et en début d’exploitation,
- la communauté de communes Terre de Picardie pour les terrains localisés au niveau de l’extension. Le futur propriétaire de ces terrains sera également la société MAKALU.

Conformément au 11° du I de l’article R.181-15-2 du code de l’environnement, les propriétaires actuels et futurs des terrains ont été consultés pour avoir leur avis sur la remise en état proposée en cas de cessation de l’activité.

Les courriers de consultation transmis à la SAS MAKALU ainsi qu’à la communauté de communes Terre de Picardie en date du 20 janvier 2020 sont disponibles en annexe.

A la date de rédaction du dossier, seule la société SAS MAKALU a émis un avis favorable sur cette remise en état. Cet avis est également disponible en annexe.

Rappelons que ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de 45 jours suivant leur saisine.

Annexe 1 : Courriers relatifs à la remise en état

Annexe 1 – Courriers relatifs à la remise en état

Communauté de Communes Terres de Picardie
A l'attention de Monsieur le Président
Rue de Berny
80200 ESTREES DENIECOURT

A Péronne, le 20 janvier 2020.
LRAR # 1A 154 908 6227 4

Objet : projet d'extension d'une plateforme logistique - Avis sur la remise en état en cas de cessation d'activité

Monsieur le Président,

Notre société DE RIJKE Picardie a obtenu l'autorisation de construire et d'exploiter une plateforme logistique de 12 000 m² au sein de la ZAC Haute Picardie sur la commune d'Ablaincourt-Pressoir (80) par l'arrêté d'enregistrement du 10 avril 2019. Afin de répondre aux besoins de nos clients et d'industriels locaux, nous souhaitons d'ores et déjà réaliser une extension à notre bâtiment logistique. Notre plateforme logistique s'étendra ainsi sur les parcelles n°5p, 6p, 7p, 29p et 30p de la section ZP du cadastre communal.

Cette extension engendrera le classement sous le régime de l'autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour les activités suivantes de la nomenclature :

- Rubrique 1510 : stockage de matières combustibles,
- Rubrique 1530 : stockage de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues,
- Rubrique 1532 : stockage de bois ou matériaux combustibles analogues,
- Rubriques 2662, 2663-1 et 2663-2 : stockage de polymères.

Nous allons ainsi prochainement déposer à la préfecture le dossier de demande d'autorisation environnementale correspondant. Conformément au 11° de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement, ce dossier doit comprendre l'avis du propriétaire sur l'état dans lequel devra être remis le site en cas de cessation d'activités.

Compte tenu de la localisation de notre projet au sein de la ZAC Haute Picardie et de la vocation actuelle de cette zone au sein du plan local d'urbanisme communal, nous vous proposons qu'en cas de cessation d'activités le site soit remis en état pour un usage d'activités industrielles et de logistiques (Zone UE2 du PLU).

En outre, en cas de cessation d'activités, les mesures suivantes seront prises :

- la notification au préfet de la cessation d'activités trois mois au moins avant celle-ci,
- l'évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la mise en place de limitations ou interdictions d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

Par ailleurs, un mémoire sera transmis au préfet et précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu de l'usage futur précédemment établi. Ces mesures comporteront notamment les mesures de maîtrise des risques éventuellement nécessaires en cas de pollution des sols, des eaux souterraines ou des eaux superficielles.

En tant que propriétaire actuel d'une partie des terrains, nous vous remercions de bien vouloir nous communiquer votre avis sur cette proposition d'usage futur afin que nous puissions le joindre à notre dossier.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.



N. RAVIER
Gérant

MAKALU SAS
Stéphane CROXO
3, rue de Chantilly
60270 GOUVIEUX

Péronne, le 20 janvier 2020.
LRAR # 1A 154 908 6229 8

Objet : projet d'extension d'une plateforme logistique - Avis sur la remise en état en cas de cessation d'activité

Monsieur CROXO,

Notre société DE RIJKE Picardie a obtenu l'autorisation de construire et d'exploiter une plateforme logistique de 12 000 m² au sein de la ZAC Haute Picardie sur la commune d'Ablaincourt-Pressoir (80) par l'arrêté d'enregistrement du 10 avril 2019. Afin de répondre aux besoins de nos clients et d'industriels locaux, nous souhaitons d'ores et déjà réaliser une extension à notre bâtiment logistique. Notre plateforme logistique s'étendra ainsi sur les parcelles n°5p, 6p, 7p, 29p et 30p de la section ZP du cadastre communal.

Cette extension engendrera le classement sous le régime de l'autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour les activités suivantes de la nomenclature :

- Rubrique 1510 : stockage de matières combustibles,
- Rubrique 1530 : stockage de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues,
- Rubrique 1532 : stockage de bois ou matériaux combustibles analogues,
- Rubriques 2662, 2663-1 et 2663-2 : stockage de polymères.

Nous allons ainsi prochainement déposer à la préfecture le dossier de demande d'autorisation environnementale correspondant. Conformément au 11° de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement, ce dossier doit comprendre l'avis du propriétaire sur l'état dans lequel devra être remis le site en cas de cessation d'activités.

Compte tenu de la localisation de notre projet au sein de la ZAC Haute Picardie et de la vocation actuelle de cette zone au sein du plan local d'urbanisme communal, nous vous proposons qu'en cas de cessation d'activités le site soit remis en état pour un usage d'activités industrielles et de logistiques (Zone UE2 du PLU).


En outre, en cas de cessation d'activités, les mesures suivantes seront prises :

- La notification au préfet de la cessation d'activités trois mois au moins avant celle-ci,
- L'évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- La mise en place de limitations ou interdictions d'accès au site,
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion.

Par ailleurs, un mémoire sera transmis au préfet et précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu de l'usage futur précédemment établi. Ces mesures comporteront notamment les mesures de maîtrise des risques éventuellement nécessaires en cas de pollution des sols, des eaux souterraines ou des eaux superficielles.

Nous vous remercions de bien vouloir nous communiquer votre avis sur cette proposition d'usage futur afin que nous puissions le joindre à notre dossier.

Nous vous prions de croire, Monsieur CROXO, en l'expression de notre considération distinguée.



N. RAVIER
Gérant

MAKALU SAS
3, rue de Chantilly
60270 GOUVIEUX

DE RIJKE PICARDIE
Nicolas RAVIER
Z.I. de la Chapelette – BP 90105
Rue Gilles de Gennes
80202 PERONNE CEDEX

Gouvieux, le 29 avril 2020

Objet : Projet d'extension Plateforme logistique - Remise en état du site Ablaincourt Pressoir

Monsieur,

J'accuse réception de votre demande relative à la demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt sur la commune d'Ablaincourt-Pressoir (80), qui sollicite notre avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations.

Nous n'avons pas à l'heure actuelle de souhait précis quant à l'usage qui devra être fait de ce terrain ou des bâtiments. Nous vous rappelons cependant que les dispositions à prendre pour préserver l'environnement restent de votre seule responsabilité ou celle de la société qui reprendra l'autorisation d'exploiter.

Nous vous demandons de respecter les dispositions légales selon les prescriptions définies par les articles R 512-74 et suivants du code l'environnement et en particulier :

L'exploitant de l'installation à la date de la cessation définitive de l'activité informera le préfet trois mois avant la fermeture du site.

Il assurera la mise en sécurité du site et notamment :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et déchets,
- La dépollution du sol
- L'interdiction d'accès au site ou aux installations pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes.
- La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement si nécessaire.

Tous les documents, rapports, études relatifs à la dépollution et mise en sécurité du site ainsi que les plans seront transmis à la mairie et au préfet.

Veuillez agréer monsieur, nos sincères salutations.

Stéphane CROXO
Directeur Général

MAKALU
Société par actions simplifiée
3 rue de Chantilly
60270 GOUVIEUX
RCS Compiègne 850 454 844

